

**DEPARTEMENT DE LA REUNION  
COMMUNE DE SAINTE-DENIS**

-----

**TITRE DU MARCHE :**  
**TRANSPORT DES CAISSONS DES DECHETTERIES  
DE LA CINOR VERS DIFFERENTS EXUTOIRES**

**MARCHE PUBLIC DE SERVICE**

-----

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.)**  
**Appel d'offres**

Maître de l'ouvrage : Communauté Intercommunale du **NO**rd de la **Réunion**  
3 , rue de la Solidarité – CS 61025 - 97 495 Sainte Clotilde CEDEX  
(Réunion – France)

**ATTENTION** : A compter du 1<sup>er</sup> OCTOBRE 2018, Toutes les communications et tous les échanges d'informations (*retrait du DCE, demande d'obtention de renseignement complémentaire, remise des candidatures et des offres.....*) seront effectués via la plateforme de dématérialisation : <https://marches.cinor.fr>

Date limite de réception des offres : **07 AOÛT 2025 à 12 heures locales**

## **ARTICLE 1 - OBJET**

La présente consultation a pour objet la mise à disposition de camions ampliroll avec chauffeur et de caissons de rotation pour évacuer les caissons pleins des déchetteries de la CINOR, vers les exutoires définis selon la typologie des déchets à traiter.

## **ARTICLE 2 - CONDITIONS**

### **2.1 - Etendue et mode de la consultation**

Le présent marché est lancé selon la procédure d'appel d'offres (**articles R. 2161-2 à 2161-5 du code de la commande publique**).

### **2.2 - Décomposition en tranches et en lots**

**LOT 1**, sur Saint-Denis : La Montagne, Sainte-Clotilde, La Bellepierre, Bois de Nèfles, Camélias, Cité Hyacinthe et La Bretagne

**Montant maxi : 2 830 000 € h.t**

**Estimation basée sur le DQE : 2 453 488 € h.t**

**LOT 2**, sur Sainte-Suzanne et Sainte-Marie : La Marine, Commune Bègue, Bagatelle, La Mare et Gaspards.

**Montant maxi : 2 330 000 € h.t**

**Estimation basée sur le DQE : 1 941 282 € h.t**

**ATTENTION : LES OFFRES SUPERIEURES AUX MONTANTS MAXIMUM INDIQUES SERONT REJETEES.**

### **2.3 – Variantes**

*« Les variantes ne sont pas autorisées. En cas de variante présentée, celle-ci sera écartée. Seule l'offre de base sera analysée, à condition d'être bien dissociée de la variante. »*

### **2.4 – Durée ou délai d'exécution**

Cf. dispositions de l'avis d'appel public à concurrence et article 4 de l'acte d'engagement.

**2.5 - Sous-traitance** : Les conditions de recours à la sous-traitance sont précisées **aux articles R. 2193-1 et suivants du code de la commande publique** et à l'**article L. 2193-3 du code de la commande publique** : **ATTENTION, LA SOUS-TRAITANCE EST INTERDITE POUR DE LA FOURNITURE, SAUF SI LE MARCHE COMPORTE DES PRESTATIONS DE SERVICES OU DES TRAVAUX DE POSE OU D'INSTALLATION**)

### **2.6 – Pièces remises aux candidats (pièces constitutives du dossier de consultation)**

- 1) Le formulaire DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration capacités) ;
- 2) Le présent règlement de consultation ;
- 3) L'acte d'engagement (AE) ;
- 4) Le formulaire DC4 de sous-traitance ;
- 5) Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et annexes et notamment le cahier des charges sociales ;
- 6) Le Cahier des Clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- 7) Le bordereau des prix unitaire (BPU) ;
- 8) Le détail quantitatif et estimatif (DQE) ;
- 9) Le Cadre du mémoire argumentaire ;
- 10) Le Cadre du mémoire environnemental ;

### **ARTICLE 3 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

Les soumissionnaires produiront un dossier complet rédigé en langue française (et en euros).

Les dossiers transmis par les candidats comportent une enveloppe contenant les renseignements relatifs à leur candidature (les pièces sont énumérées au **3-1 ci-dessous**), ainsi que les pièces relatives à l'offre (les pièces sont énumérées au **3-2 ci-après**).

#### **3.1 LE DOSSIER DE CANDIDATURE CONTIENDRA LES PIECES SUIVANTES :**

##### **Pièces de candidature réclamées :**

A) Lettre de candidature (**formulaire DC1**) renseignée, comprenant la déclaration sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre pas dans l'un des cas d'exclusion prévus aux [articles L. 2141-1 à L. 2141-5](#) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du code de la commande publique, et notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ;

B) Un justificatif d'inscription au registre du commerce ou de la profession (**ou numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 du code de la commande publique**), OU récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription, ou équivalent

##### III.1.2) Capacité économique et financière

C) Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles

NB : Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur (exemple : attestations d'assurances pour risques professionnels ou garanties bancaires ou bilans prévisionnels...).

##### III.1.3) Capacité technique et professionnelle

D) Déclaration du candidat indiquant les effectifs moyens annuels et l'importance du personnel d'encadrement pendant les 3 dernières années,

E) Déclaration indiquant les moyens matériels dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature

F) présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;

G) Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique ou des cadres de l'entreprises, et notamment des responsables de prestations de services de même nature que celle du marché.

NB : Critères objectifs de participation : Les candidatures complètes seront évaluées au regard de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle ainsi que de la capacité financière, technique et professionnelle du candidat (Notamment, il sera apprécié le caractère probant des références présentées ainsi que la correspondance entre les moyens (financiers, humains, matériels) du candidat et les besoins exprimés dans le cahier des charges)

NB : Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

NB En cas de groupement, l'ensemble des cotraitants fournira obligatoirement l'intégralité des pièces demandées.

Nb : l'acheteur public accepte que le candidat présente sa candidature dans les conditions posées à **l'article R. 2143-4 et les articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du code de la commande publique** :

#### IMPORTANT

1/ Conformément à **l'article 2143-4 du code de la commande publique**, l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen, reprenant les documents ou renseignements de candidature réclamés ci-dessus.

Les opérateurs économiques peuvent réutiliser un document unique de marché européen qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition de confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables.

**2/ Conformément aux articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du code de la commande publique, les candidats sont informés qu'ils sont dispensés de produire les documents ou renseignements sur la candidature** (par exemple sur le chiffre d'affaires, sur les références professionnelles, les effectifs, moyens matériels, **justificatif d'inscription au registre du commerce ou de la profession** ...) à condition :

- **Soit** que la CINOR puisse obtenir directement ces documents ou renseignements par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique. Les candidats doivent alors faire figurer dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et l'accès à ceux-ci doit être gratuit pour la CINOR.

- **Ou Soit** que les documents et renseignements aient déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et demeurent valables (il appartient alors aux candidats de vérifier que ces documents ou renseignements fournis antérieurement sont encore valables)

### **3.2 LE DOSSIER RELATIF A L'OFFRE DU CANDIDAT CONTIENDRA :**

- a) L'acte d'engagement complété (Si le candidat se présente en groupement conjoint, l'offre du candidat indique le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter.
- b) Le bordereau des prix unitaires, **complété** par le candidat ;
- d) Le Détail quantitatif estimatif (DQE), **complété** par le candidat ;
- e) Un **mémoire argumentaire**, fourni par le candidat, permettant d'apprécier la valeur technique de l'offre faisant état des éléments mentionnés à l'article 4 du présent Règlement pour chaque lot ;
- f) Le mémoire environnemental du candidat, **fourni par le candidat**, permettant d'apprécier la « *Performance environnementale* » de son offre ;
- g) Un dossier justificatif justifiant que le candidat disposera effectivement pour l'exécution du marché des « matériels roulants requis pour accomplir la prestation » au début des prestations (en prévisionnelle pour le lot 1 au 1<sup>er</sup> avril 2026 et le lot 2 au 1<sup>er</sup> janvier 2026)

A titre de précisions complémentaires :

- Si le matériel roulant est déjà à disposition du candidat : toute justification probante telle que par exemple preuve de l'acte d'achat, photocopie des cartes grises...
- Si le matériel roulant n'est pas encore à disposition du candidat : toute justification probante de mise à disposition émanant du fournisseur (type proforma, précommande,), **avec indication du délai de livraison.**

**Attention : un dossier justificatif non probant (qui n'apporte pas la preuve que le candidat disposera bien pour l'exécution du marché du matériel roulant requis) entraînera l'élimination de l'offre, après, le cas échéant, demande de régularisation.**

h) Autres documents concernant les caissons de rotation :

Pour assurer la continuité du service, le candidat devra apporter une benne vide lors d'une commande de vidage. Le prestataire devra donc prévoir pour ce marché la mise à disposition de benne de rotation supplémentaires, à minima :

Pour le lot 1 :

- **7 caissons 30m3, 7 caissons 10m3 et 7 caissons fermé 15m3.**

Pour le lot 2 :

- **5 caissons 30m3, 5 caissons 10m3 et 5 caissons fermé 15m3.**

Les caissons de rotation seront stockés chez le prestataire.

A titre de documents complémentaires à transmettre au dossier d'offre :

- Si les caissons sont déjà à dispositions du candidat : Toute justification probante telle que par exemple preuve de l'acte d'achat...
- Si les caissons ne sont pas encore à disposition du candidat : Toute justification probante de mise à disposition émanant du fournisseur (type proforma, précommande...), **avec indication du délai de livraison.**

**Attention : un dossier justificatif non probant (qui n'apporte pas la preuve que le candidat disposera bien des caissons pour l'exécution du marché entraînera l'élimination de l'offre, après, le cas échéant, demande de régularisation.**

**Tout dossier incomplet sera rejeté (en particulier, tous les prix demandés doivent être renseignés).**

La Personne publique se réserve le droit de se faire communiquer les sous détails des prix unitaires ou les décompositions des prix forfaitaires qu'elle estimera nécessaires lors de l'examen des offres.

Les documents remis par le maître d'ouvrage, à l'exception de ceux visés ci-dessus, ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le maître de l'ouvrage font foi.

**Tout dossier incomplet sera rejeté (en particulier, tous les prix demandés doivent être renseignés).**

La Personne publique se réserve le droit de se faire communiquer les sous détails des prix unitaires ou les décompositions des prix forfaitaires qu'elle estimera nécessaires lors de l'examen des offres.

**NB 1 :** Si un mémoire technique est réclamé ci-avant, le mémoire est contractuel dans son ensemble

**NB 2 :** Dans le cas uniquement où une ou plusieurs variantes sont admises pour le(s) lot(s) ou le marché concerné(s) tels qu'indiquées à l'article 2.3 du présent règlement de consultation, les candidats pourront remettre un dossier particulier complet « offre variante » par variante proposée, comprenant l'ensemble des pièces au 7.1.2 du présent article.

Dans le cas où les variantes sont autorisées et dans le cas où le candidat choisira de remettre une offre de base et une ou plusieurs offres en variante, le candidat pourra remettre :

- Des mémoires techniques argumentaires communs pour la solution de base et la solution en variante pour tous les cas où il y a identité de dispositions entre les solutions.
- et un additif « variante » aux mémoires précités de nature à étayer dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux en fonction de la variante considérée.

Il est bien précisé :

- Le candidat peut remettre uniquement une offre de base et n'est pas obligé de remettre une ou plusieurs offres en variante
- le candidat peut remettre uniquement une ou plusieurs offres en variante sans déposer obligatoirement une offre de base.
- Enfin, il peut remettre une offre de base et une (ou plusieurs) offre(s) en variante

#### **ARTICLE 4 - JUGEMENT DES OFFRES**

La commission d'appel d'offres choisit librement, pour chaque lot, l'offre économiquement la plus avantageuse, selon les critères notés de 0 à 20 et pondérés en pourcentages, comme suit :

**1/ Valeur technique de l'offre (45 %)**, analysée à partir du mémoire argumentaire obligatoirement fourni par le candidat ;

**2/ Les prix des prestations (35 %)** analysés à partir du montant total indiqué au DQE ;

**3/ Performance environnementale de l'offre (20%)**, analysée à partir du mémoire environnemental obligatoirement fourni par le candidat.

**1/ La valeur technique NT (45%)** fera l'objet d'une notation sur 20, calculée de la manière suivante

|  |               |               |
|--|---------------|---------------|
|  | Note minimale | Note maximale |
|--|---------------|---------------|

|   |   |    |
|---|---|----|
| <b>Sous critère 1 noté sur 8 points :</b><br><b>Le candidat devra préciser l'organisation des moyens humains et matériels roulants (camions) spécifiquement affectées à l'exécution des prestations par le candidat, ou d'éventuels sous-traitants, pour assurer le transport des caissons vers les différents exutoires :</b><br><br>- Moyens humains (4 pts)<br>- Moyens matériels roulants (camions) (4 pts)   | 0 | 8  |
| <b>2/ Sous-critère 2 noté sur 8 points :</b><br><b>Présentation des procédures internes spécifiquement affectées à l'exécution des prestations pour assurer le délai d'intervention et pour garantir la sécurité des usagers lors des manœuvres de rotation des caissons dans les déchetteries et des vidages de caissons dans les différents exutoires :</b><br><br>- Pour assurer le respect du délai d'intervention (2 pts)<br>- Pour garantir la sécurité des usagers, lors des manœuvres de rotation des caissons dans les déchetteries et des vidages de caissons dans les différents exutoires (6 pts) | 0 | 8  |
| <b>Sous-critère 3 noté sur 5 points :</b><br><b>Présentation des procédures internes spécifiquement affectées, pour garantir les prestations de maintenances et les délais :</b><br><br>- Dégâts occasionnés sur une déchetterie lors des manœuvres de rotation de caissons (2 pts)<br>- Maintenance d'un caisson (2 pts)   | 0 | 4  |
| Note Technique NT = SC1 + SC2 + SC3   | 0 | 20 |

**2/ La comparaison des coûts des prestations entre les candidats se fera sur la base du montant total indiqué au Détail quantitatif estimatif (DQE).**

Sur cette base, les prix des prestations (35%), feront l'objet d'une notation sur 20, calculée de la manière suivante :

$$\text{Note Prix : NP} = 20 \cdot (\text{Md/P})$$

**P** : Prix total de l'offre

**Md** : Prix total de l'offre la moins disante

**3/ La performance environnementale (20%) :** analysée à partir du mémoire environnemental obligatoirement fourni par le candidat. La performance environnementale fera également l'objet d'une notation (**NE**) sur 20 points, et sera analysée **au regard des éléments ci-après :**

- **Sous-critère 1 :** Stratégie de réduction des nuisances liées aux opérations de transport : dispositif visant à limiter la pollution (5 points)

- **Sous-critère 2** : Le candidat devra indiquer dans le mémoire environnemental le classement de la flotte de véhicules proposée par le candidat en fonction de la norme EURO (ou équivalent) : **les matériels roulants concernés par ce sous critère sont ceux qui sont affectés à TITRE PRINCIPAL, pour l'exécution du marché.**

Le candidat devra fournir un tableau, listant de manière exhaustive l'ensemble des véhicules de collecte affectés à titre principal à l'exécution du marché, en indiquant pour chaque véhicule (désigné par l'immatriculation ou autre justificatif), **sa date de mise en circulation, sa durée d'affectation au marché (à exprimer en MOIS), et la norme EURO correspondante (ou équivalent).**

Un document d'information sur les Normes EURO, émanant du Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer (Direction générale des Infrastructures, des Transport et de la Mer), est joint en annexe au règlement de consultation (RC).

- **ATTENTION :** Il est bien précisé que pour chaque norme EURO, les solutions équivalentes (c'est-à-dire un classement équivalent à la norme EURO correspondante) pourront être acceptées. En cas d'équivalence proposée par un candidat à une Norme EURO, le candidat est tenu de prouver dans son offre, par tout moyen approprié, que la solution proposée respecte de manière équivalente la norme européenne correspondante

La notation, pour chaque véhicule, se fera selon le barème ci-dessous :

**Le minimum imposé pour les véhicules est la norme Euro 5, en dessous de cela les véhicules ne seront pas retenus.**

| <b>Dispositif limitant les rejets atmosphériques (pour la période définitive)</b> | <b>Note par véhicule</b> |
|---|--------------------------|
| Dispositif du véhicule respectant la Norme EURO 5 (ou équivalent)                 | <b>0 point</b>           |
| Dispositif du véhicule respectant <i>à minima</i> la Norme EURO 6 (ou équivalent) | <b>15 points</b>         |

Ainsi, on obtient une liste, à produire par le candidat, des véhicules affectés à la prestation, d'une somme de points.

Le tableau fournit par le candidat devra faire apparaître :

- Indication des types de matériels roulants affectés à TITRE PRINCIPAL et pour lesquels la norme EURO (ou équivalent) s'applique
- Indication de la date de mise en circulation du véhicule
- Durée d'affectation au marché (à exprimer en MOIS)
- Indication de la norme EURO (ou équivalent) du véhicule

#### **CRITERE NORME EURO (ou équivalent)**

| <b>VEHICULE<br/>/TYPE<br/>(AFFECTE A<br/>TITRE<br/>PRINCIPAL A<br/>PRESTATION<br/>DE de<br/>transport)</b> | <b>Date de<br/>mise en<br/>circulation</b> | <b>DUREE<br/>D'AFFECTATION<br/>AU MARCHÉ<br/>(à exprimer en<br/>MOIS). En cas de<br/>Véhicules neufs<br/>proposés : TENIR<br/>COMPTE DU DELAI<br/>DE LIVRAISON</b> | <b>Norme<br/>EURO</b> | <b>POINTS</b> |
|--|--|--|-----------------------|---------------|
|--|--|--|-----------------------|---------------|

|  |  | INDIQUE PAR LE FOURNISSEUR |  |  |
|--|--|----------------------------|--|--|
|  |  |                            |  |  |
|  |  |                            |  |  |
|  |  |                            |  |  |
|  |  |                            |  |  |

TOTAL : S1

Formule de notation :

$$\text{Note sous-critère 2 (NSC 2)} = \frac{S1}{Nv}$$

**S1** : somme des points de l'offre analysée

**Nv** : nombre total (\*) de véhicules affectés à titre principal à la Collecte

(\*) : Pour ce nombre total, il sera tenu compte de la durée d'affectation uniquement en cas de remplacement d'un véhicule par un autre en cours d'exécution du marché : 1 seul véhicule sera alors comptabilisé au prorata de la durée d'affectation du véhicule initial et de celui de remplacement, et ce par rapport à la durée d'exécution des prestations concernées

**NB** : Les véhicules de relais ou de secours ne sont pas pris en compte dans la notation, car considérés comme non affectés à titre principal à la prestation de collecte.

**NE = sous-critère N° 1 + sous-critère N°2**

**AU FINAL POUR L'ENSEMBLE DU MARCHÉ :**

L'offre économiquement la plus avantageuse est celle dont la note globale est la plus élevée :

$$\text{Note Globale : NG} = (0,45 \times \text{NT}) + (0,35 \times \text{NP}) + (0,20 \times \text{NE})$$

**NB 1** : Pour le marché (ou chaque lot si le marché est alloti) et dans le cas où la valeur technique (ou la performance en matière de performance environnementale) est un critère de jugement des offres, un sous critère de la valeur technique (ou de la performance en matière de performance environnementale) non renseigné par le candidat se traduira par la note de 0. Plus les éléments par sous-critère seront détaillés et pertinents, meilleure sera la note. En, cas de non-renseignement de l'ensemble des sous-critères de la valeur technique, l'offre sera éliminée car équivalra à l'absence de remise d'un mémoire technique. De même, en cas de non-renseignement de l'ensemble des sous-critères de la performance en matière de protection de l'environnement (si ce dernier est érigé en critère), l'offre sera éliminée dans son ensemble.

**NB 2** : Pour la formule de notation du critère prix, si le prix est un critère de jugement et si un prix égal à zéro euro est proposé par un candidat et que son offre n'est pas éliminée pour cause d'offre anormalement basse non justifiée, il sera ajouté, pour la comparaison des offres de prix, + 1 euro à chacune des offres comparées (et donc +1 au numérateur et au dénominateur de la formule de notation du prix)

**NB 3** : Dans le cas où un lot ou marché est ouvert à variante(s), les candidats sont informés que la Personne publique analysera, si la condition précitée est réunie, toutes les offres (de base et en variante) entre elles au regard des mêmes critères de jugement des offres énoncés dans le présent document, et établira un classement unique des offres (intégrant les offres de base et les offres en variante). L'offre qui aura obtenu la meilleure note sera classée 1<sup>ère</sup> et déclarée attributaire.

**NB 4 REGLES DE CORRECTION EN CAS D'ERREUR CONSTATEE :**

Si les prestations sont à prix forfaitaire, la disposition suivante s'applique : Le **montant total général de l'offre, réputé intangible, sera considéré comme le résultat de la consultation** et prévaudra sur toute autre indication dans l'offre. S'il est demandé aux candidats de fournir une décomposition du prix global

et forfaitaire (DPGF) et si la DPGF remise comporte des erreurs de multiplication, d'addition ou de report, la DPGF sera modifiée en conséquence. En cas de refus de corrections des erreurs, l'offre pourra être éliminée pour incohérence.

Si les prestations sont à prix unitaire, la disposition suivante s'applique : en cas de discordance ou d'erreurs de prix constatées dans l'offre du candidat, **les prix unitaires sont réputés intangibles et les indications portées dans le bordereau de prix unitaires (BPU) prévaudront**. Le(s) montant(s) total(aux) indiqué(s) éventuellement dans les autres pièces de l'offre seront modifiés en conséquence. La Collectivité pourra demander au candidat d'effectuer les corrections. En cas de refus de correction des erreurs, l'offre pourra être éliminée pour incohérence. S'il est demandé aux candidats de remettre un détail quantitatif estimatif dans leur offre, **les candidats devront répondre sur les quantités qui figurent au détail quantitatif estimatif sans modifier les quantités sous peine de voir cette offre déclarée irrégulière** : toutefois, par dérogation à cette sanction de principe, dans le cas où la modification d'une ou plusieurs quantités résulterait manifestement d'une erreur purement matérielle (par exemple : erreur matérielle dans le report ou dans la retranscription de la bonne quantité sur le DQE remis par le candidat, le candidat ayant par exemple travaillé le DQE sur son propre fichier informatique en omettant par erreur de reprendre la bonne quantité fournie initialement), le pouvoir adjudicateur pourra demandé au(x) candidat(s) concerné(s) **de confirmer les prix unitaires du BPU réputés intangibles**, en appliquant à ces prix les bonnes quantités du DQE soumises initialement à la consultation. En cas de refus de correction des erreurs, l'offre pourra être éliminée pour irrégularité.

**Par dérogation aux règles de principe énoncées ci-dessus, La seule exception qui sera admise au caractère intangible du prix unitaire (si le marché est à prix unitaire) ou du montant total général (si le marché est à prix global et forfaitaire) est le cas prévu par la jurisprudence du Conseil d'Etat (N°349149, du 21 septembre 2011) où il sera permis à titre exceptionnel de rectifier une erreur purement matérielle, d'une nature telle que nul ne pourrait s'en prévaloir de bonne foi dans l'hypothèse où le candidat verrait son offre retenue ».**

## **ARTICLE 5 - CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

Les candidats devront faire parvenir leurs plis contenant les pièces énumérées à l'article 3 du présent règlement **au plus tard avant la date et heure indiquées en page 1 du cahier des charges**. Les candidatures et les offres seront rédigées en langue française et l'offre formulée en euros.

**Pour la remise des candidatures et des offres par les candidats : Il est spécifié aux candidats que leur candidature et leur offre doivent être transmises uniquement par voie électronique :**

- sur le site [www.cinor.re](http://www.cinor.re), Rubrique : Marchés publics en cours (cliquer sur l'action : accéder à la consultation),

- **ou sur le lien direct : <https://marches.cinor.fr>** (plis à déposer sur l'affaire en question)

**Les modalités de dépôt des plis par voie électronique sont précisées dans le formulaire** d'aide aux entreprises pour la dématérialisation disponible sur le site <https://marches.cinor.fr> Rubrique : **Aide**

**Important :** pour éviter des anomalies, le candidat doit s'assurer qu'il respecte les pré requis ainsi que les consignes contenues dans le formulaire en ligne d'aide aux entreprises pour la dématérialisation

Les documents transmis par les soumissionnaires à la personne publique devront obligatoirement être aux formats texte ou tableau ou PDF (et compatibles pour une lecture sur un matériel type PC).

**IMPORTANT :** Le candidat qui effectue une transmission de sa candidature et de son offre par voie électronique peut parallèlement transmettre, à titre de copie de sauvegarde, les documents précités (candidature et offre) sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB, etc...) ou sur support papier, à condition de les faire parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde devra être placée dans un pli scellé comportant les mentions lisibles suivantes obligatoires :

- « le titre du marché concerné »
- « copie de sauvegarde ».

Elle ne pourra être ouverte que dans les conditions prévues à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Attention : La copie de sauvegarde peut aussi être transmise par voie électronique conformément aux dispositions du décret n°2022-1683 du 28 décembre 2022

## **IMPORTANT : CONCERNANT LA SIGNATURE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT (qui n'est plus obligatoire au stade du dépôt de l'offre)**

Afin de simplifier le dépôt des offres, le code de la commande publique, ne fait plus obligation à l'opérateur économique, soumissionnant seul ou sous forme de groupement, de signer l'offre présentée.

Le candidat peut signer l'acte d'engagement dès la remise de son offre s'il le souhaite. **En tout état de cause, la signature de l'acte d'engagement ne sera exigée qu'au terme de la procédure du seul candidat déclaré attributaire.**

L'attributaire sera invité à signer électroniquement uniquement l'acte d'engagement et à le déposer sur la plateforme de dématérialisation. La signature électronique devra être conforme aux prescriptions énoncées dans l'arrêté du 12 avril 2018 sur la signature électronique et notamment permettre la procédure de vérification de la signature constatée par un contrôle fonctionnel qui portera au minimum sur les points suivants :

1° L'identité du signataire ;

2° L'appartenance du certificat du signataire à l'une des catégories de certificats mentionnées à l'article 2 (à savoir être conforme au règlement « Eidas » imposé par la réglementation européenne)

3° Le respect du format de signature mentionné à l'article 3 (Les formats de signature sont XAdES, CAdES ou PAdES tels que mentionnés aux articles 1 et 2 de la décision d'exécution (UE) n° 2015/1506 de la Commission du 8 septembre 2015).

4° Le caractère non échu et non révoqué du certificat à la date de la signature (**ATTENTION AU DELAI DE VALIDITE du certificat délivré habituellement pour une année**)

## 5° L'intégrité du document signé.

Dans le cas où l'attributaire ne disposerait pas dans le délai imparti par la personne publique d'un certificat de signature électronique valide pour signer l'acte d'engagement, il sera autorisé à remettre ledit document signé de manière manuscrite par voie papier (*une fois l'entrée en vigueur prochaine de l'arrêté imposant obligatoirement la signature électronique, les dispositions du précédent alinéa ne s'appliqueront plus, et l'absence de remise de l'acte d'engagement signé conformément à l'arrêté du 12 avril 2018, dans le délai imparti entraînera le rejet de l'offre*)

En tout état de cause, l'absence, de remise de l'offre signée électroniquement (*ou à défaut de manière manuscrite par voie papier jusqu'à l'entrée en vigueur prochaine de l'arrêté imposant la signature électronique*), dans le délai imparti par la Personne publique, entraînera le rejet de l'offre.

De même l'absence de remise de tous les documents et justificatifs demandés à l'article 8 du RC, dans le délai imparti par la Personne publique, entraînera le rejet de l'offre.

## ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.

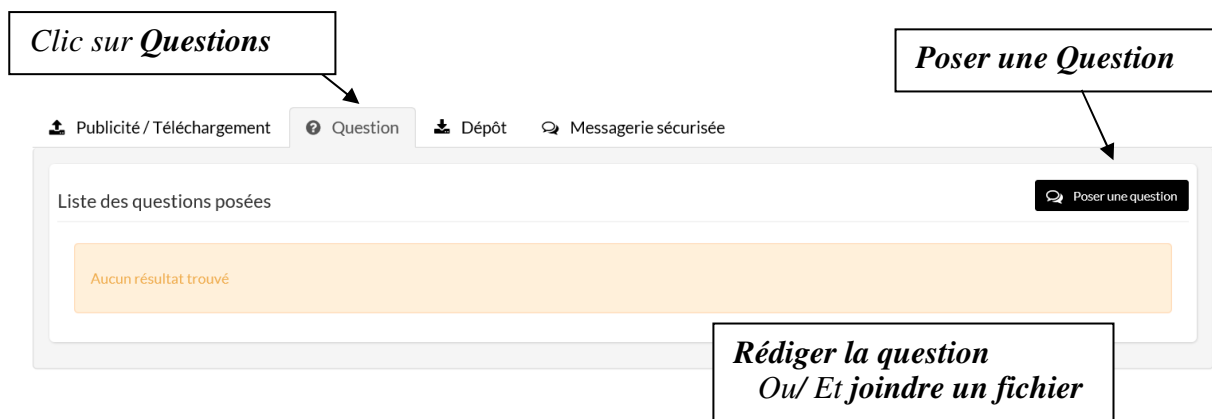
Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard **10 jours** avant la date limite de remise des offres une demande **par voie électronique sur le site internet : <https://marches.cinor.fr>**, et ce en suivant les instructions ci-après :

1/ Ouvrir l'affaire concernée sur le site : <https://marches.cinor.fr> par la rubrique « **accéder à la consultation** »

2/ Onglet **Question** – Puis **Poser une question**

3/ Rédigez votre question dans le cadre **Question (250 caractères max)** ou/et **joindre un fichier** en cliquant sur **Parcourir**

4/ **Envoyer**



Une réponse sera alors apportée à tous les candidats au plus tard **6 jours** avant la date limite de remise des offres.

## **ARTICLE 7 - DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES PLIS**

La date et heure limites de réception des candidatures et des offres sont celles fixées en page 1 du règlement de consultation.

Les plis parvenus hors délais ne seront pas retenus, sauf dans l'hypothèse où l'acheteur public dispose d'éléments tangibles montrant que le pli électronique a commencé à être transmis avant l'échéance de fermeture de la remise des plis et si la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais.

## **ARTICLE 8 - PIECES A REMETTRE PAR L'ATTRIBUTAIRE UNIQUEMENT :**

- **Articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique** : Il est précisé qu'il ne pourra être exigé que du seul candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas être dans un cas d'interdiction de soumissionner, et notamment les documents justificatifs et moyens de preuve mentionnés à l'**articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique**.

- le justificatif des pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat (**ATTENTION** : une simple attestation sur l'honneur de la personne déclarant être habilitée à engager le candidat ne sera pas acceptée. Le justificatif devra être probant, comme par exemple les statuts ou mandat...)

- En cas de groupement : Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation. Si une forme juridique est imposée dans l'AAPC ou le présent RC au stade de l'attribution, le groupement devra revêtir cette forme

L'habilitation doit être valable et émaner d'une personne habilitée à engager le co-traitant (fournir le justificatif de pouvoir également)

- En cas de prestations soumises à autorisation (ou habilitation préfectorale ou équivalent) : fournir la preuve de l'agrément habilitant l'attributaire, et notamment :

**Le candidat retenu devra produire l'autorisation nécessaire valide pour l'activité de transporteur routier de déchets, avant la signature du marché : Références des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables : décret no 98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route, au négoce et au courtage de déchets ; voir également article R541-50 à R541-54 du Code de l'Environnement.**